

Entretien avec Salim Laaroussi, candidat du PQ à Outremont

Salim Laaroussi est ingénieur diplômé de Polytechnique en 2001. Son action politique s'est principalement déroulée à la Fédération des Étudiants Universitaires du Québec (FEUQ), ainsi qu'à l'organisation des campagnes du Parti Québécois dans Outremont en 2005 et du Bloc Québécois en 2006.

Il a ensuite œuvré à titre de coordonnateur du comité *aviseur* jeunes d'Emploi-Québec et à titre de directeur de campagne de la Coalition québécoise sur la problématique du poids.

Concernant ses motivations pour faire le saut en politique, M. Laaroussi nous a répondu:

Je suis un passionné de justice sociale et de politique. En effet, ce sont les modèles de société, le rôle de l'État, la géopolitique internationale et la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes qui expliquent mon engagement politique actif.

Après mon arrivée ici, je fus rapidement convaincu du caractère unique du Québec en Amérique du Nord et de la pertinence et des bienfaits de la souveraineté.

Je milite activement pour le Parti Québécois dans la circonscription d'Outremont depuis l'automne 2005.

En mars 2006, j'ai été élu vice-président de l'association du Parti dans la circonscription d'Outremont.

En ce qui concerne l'apport



de sa candidature pour l'intégration des communautés culturelles en général et pour la communauté maghrébine en particulier, Salim Laaroussi nous a répondu:

Lors de mon passage à la FEUQ, mon but premier était d'améliorer la situation des étudiants internationaux et pour que leurs problématiques ne se retrouvent plus systématiquement en bas de la liste.

Je suis très fier d'avoir poussé très fort pour que la Fédération étudiante négocie avec les deux paliers de gouvernement, provincial et fédéral, pour que les étudiants étrangers aient le droit de travailler à l'extérieur du campus universitaire. C'est un dossier

que j'ai poussé durant mes deux années à la FEUQ et qui s'est réglé à la fin de mon deuxième mandat.

Ceci dit, dans le cadre de cette campagne, ma contribution par rapport au dossier de l'intégration des communautés culturelles sera le recentrage du débat sur le VRAI enjeu de l'intégration des communautés culturelles : l'EMPLOI. Je suis convaincu qu'une partie de la solution passe par un gouvernement qui doit montrer l'exemple.

Actuellement le gouvernement peut bénéficier des départs massifs à la retraite des baby-boomers (plus de 30.000 départs à la retraite au cours des dix prochaines années) pour rééquilibrer la situation par rapport au niveau de représentativité des mem-

bres des communautés culturelles dans la fonction publique.

Le gouvernement libéral a continué de recruter dans la fonction publique seulement 50 personnes issues des communautés culturelles par an sur 800 embauches, une simple statistique que je n'ai pas hésité à rappeler à la ministre responsable en commission parlementaire.

Il faut que ça change et je travaille activement pour que mon parti prenne un engagement ferme sur les emplois dans la fonction publique.

Je vous invite à aller consulter la vidéo de mon intervention en commission parlementaire à l'adresse suivante :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/travaux/Debats/banquevideo/cc/racisme.html>

Concernant ses atouts contre ses adversaires, M. Laaroussi nous a confié:

Je connais très bien mon quartier. Je connais très bien les problèmes des immigrants et des membres des communautés culturelles. Je maîtrise les dossiers de l'éducation, de la recherche universitaire et de l'emploi. Je peux compter sur une organisation électorale solide. Nous avons un plan clair et précis pour gagner. Et je compte sur le vote des membres des communautés culturelles parce qu'ils sauront, à la fin de la campagne, que je vais me battre pour régler les problèmes de discrimination et d'intégration.

Propos recueillis par A. El Fouladi

Le Canada a longtemps joué d'une image emblématique sur la scène politique internationale. Cela est pour beaucoup tributaire de l'héritage de la doctrine de Lester B. Pearson en faveur du maintien de la paix et de l'intervention humanitaire.

Toutefois, beaucoup constatent désormais une confusion croissante au sein de la population canadienne quant au rôle des Forces armées canadiennes sur la scène internationale. Le Canada semble opter pour un alignement plus serré sur le paradigme sécuritaire et l'instrumentalisation qu'en fait l'administration étasunienne.

Du maintien de la paix à la militarisation : le rôle du Canada dans le monde?

L'industrie militaire canadienne joue-t-elle un rôle dans cette dynamique? De plus, dans le milieu intellectuel, on assiste à la floraison des concepts d'impérialisme et d'expansionnisme pour expliquer la politique étrangère des grandes puissances. Quelle place occupe le Canada dans ces débats et cela remet-il en cause les fondements du libéralisme pour la paix entre les nations?

Nous en débattons

À Montréal

Le lundi 12 mars 2007, de 19 h à 21 h 30

À la Maison Bellarmin, 25, Rue Jarry Ouest (Métro Jarry ou De Castelnau)

À Québec

Le jeudi 22 mars 2007, de 19 h à 21 h 30

Au Centre de spiritualité Manrèse 2370, rue Nicolas-Pinel (derrière la pyramide)

Avec :

Frédéric-Guillaume Dufour, Chercheur au Département de relations internationales de l'Université Sussex et à la Chaire-MCD (Mondialisation, citoyenneté et démocratie) de l'UQAM;

Aude-Emmanuelle Fleurant, Chercheuse au Groupe de recherche sur l'industrie militaire et la sécurité (GRIMS) de l'UQAM; Yannick Quéau, Enseignant au Campus Fort-Saint-Jean et chercheur au Groupe de recherche sur l'industrie militaire et la sécurité de l'UQAM

Contribution suggérée : 5\$
Informations : Mouloud Idir
(514) 387-2541
midir@cjf.qc.ca